



## Conseil économique et social

Distr. générale  
28 août 2012  
Français  
Original: anglais

---

### Comité des droits économiques, sociaux et culturels

#### Quarante-neuvième session

12-30 novembre 2012

Point 1 de l'ordre du jour provisoire

#### Adoption de l'ordre du jour

### Ordre du jour provisoire annoté

#### Note du Secrétaire général

1. La quarante-neuvième session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, créé en application de la résolution 1985/17 du Conseil économique et social, se tiendra du 12 au 30 novembre 2012, à l'Office des Nations Unies à Genève (Palais Wilson). La 1<sup>re</sup> séance s'ouvrira le lundi 12 novembre 2012 à 10 heures.
2. L'ordre du jour provisoire de la quarante-neuvième session du Comité et les annotations y relatives figurant ci-après ont été établis par le Secrétaire général, conformément à l'article 4 du Règlement intérieur du Comité.
3. L'attention des États parties est appelée en particulier sur les annotations au point 6, où sont énumérés les rapports dont le Comité sera saisi à sa quarante-neuvième session et à ses sessions ultérieures.

## **Ordre du jour provisoire**

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Organisation des travaux.
3. Questions de fond concernant la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.
4. Suite donnée à l'examen des rapports soumis conformément aux articles 16 et 17 du Pacte.
5. Relations avec les organismes des Nations Unies et les autres organes conventionnels.
6. Examen des rapports:
  - a) Rapports soumis par les États parties conformément aux articles 16 et 17 du Pacte;
  - b) Rapports soumis par les institutions spécialisées conformément à l'article 18 du Pacte.
7. Présentation de rapports par les États parties conformément aux articles 16 et 17 du Pacte.
8. Formulation de suggestions et de recommandations de caractère général fondées sur l'examen des rapports soumis par les États parties au Pacte et par les institutions spécialisées.
9. Questions diverses.

## **Annotations**

### **1. Adoption de l'ordre du jour**

Aux termes de l'article 5 du Règlement intérieur du Comité, l'adoption de l'ordre du jour constitue le premier point de l'ordre du jour d'une session, sauf dans le cas où les membres du Bureau doivent être élus conformément à l'article 14. Aux termes de l'article 6 du Règlement intérieur, le Comité peut réviser l'ordre du jour au cours d'une session et, s'il y a lieu, ajouter, supprimer ou ajourner des points.

### **2. Organisation des travaux**

Conformément à l'article 8 de son Règlement intérieur, le Comité examine au début de chaque session les questions d'organisation appropriées, y compris le calendrier de ses réunions. À cet égard, l'attention est appelée sur le programme de travail provisoire pour la session, contenu dans le présent document et élaboré par le Secrétaire général en consultation avec le Président du Comité et conformément à l'usage établi.

### **3. Questions de fond concernant la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels**

Conformément à l'article 65 de son Règlement intérieur, le Comité peut rédiger des observations générales fondées sur les différents articles et les différentes dispositions du Pacte en vue d'aider les États parties à s'acquitter des obligations qui leur incombent en matière d'établissement de rapports. Le Comité a décidé à sa quatorzième session (28 avril-17 mai 1996) qu'à partir de sa quinzième session, les discussions concernant la mise en œuvre du Pacte (journées de débat général, examen et adoption d'observations générales, méthodes de travail, documents soumis par des ONG, etc.) se dérouleraient au titre de ce point de l'ordre du jour.

Pendant la session, le Comité examinera en dernière lecture le projet de règlement intérieur concernant le Protocole facultatif se rapportant au Pacte et débattrà des méthodes de travail ayant trait, notamment, à l'organisation du dialogue avec les délégations des États parties lorsque deux séances, au lieu de trois, y sont consacrées.

### **4. Suite donnée à l'examen des rapports soumis conformément aux articles 16 et 17 du Pacte**

À ses précédentes sessions, le Comité a systématiquement abordé la question du suivi et conserve la question de la suite donnée aux observations finales précédentes en tant que point à débattre avec les délégations lors du dialogue qui se tiendra lors de l'examen des rapports périodiques ultérieurs.

### **5. Relations avec les organismes des Nations Unies et les autres organes conventionnels**

Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité examinera, comme il le lui a été demandé, les questions découlant de la réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, tenue du 25 au 29 juin 2012. Les documents relatifs à cette réunion sont actuellement mis à la disposition des membres du Comité. Les membres seront par ailleurs informés des activités ayant trait à leurs travaux entreprises par d'autres organes conventionnels.

### **6. Examen des rapports**

#### **a) Rapports soumis par les États parties conformément aux articles 16 et 17 du Pacte**

En application du paragraphe 2 de l'article 61 de son Règlement intérieur, le Comité examine normalement les rapports soumis par les États parties en vertu de l'article 16 du Pacte dans l'ordre dans lequel ils ont été reçus par le Secrétaire général. Les représentants des États parties qui soumettent un rapport ont le droit d'assister aux séances du Comité consacrées à l'examen dudit rapport; ils doivent être en mesure de faire des déclarations sur les rapports soumis par leur gouvernement et de répondre aux questions que peuvent leur poser les membres du Comité.

En application du paragraphe 2 de l'article 62 du Règlement intérieur du Comité, le Secrétaire général a, par des notes verbales datées de juin 2012, notifié aux États parties la date d'ouverture et la durée de la quarante-neuvième session du Comité et les a invités à envoyer des représentants pour assister aux séances du Comité au cours desquelles leur

rapport devrait être examiné. Le Secrétaire général a, en consultation avec le Président du Comité, établi le calendrier provisoire d'examen de ces rapports.

Au 16 juillet 2012, le Secrétaire général avait reçu les 47 rapports énumérés ci-après, qui étaient en attente d'examen par le Comité. Les rapports des États parties qui doivent être examinés aux quarante-neuvième (novembre 2012) et cinquantième (avril/mai 2013) sessions du Comité sont signalés comme tels dans la dernière colonne des tableaux ci-après. Les rapports qui seront examinés à des sessions ultérieures du Comité sont les sept ou huit rapports que le Comité a reçus ensuite. Ils seront examinés dans l'ordre chronologique dans lequel ils lui sont parvenus. Le calendrier de leur examen par le Comité à sa cinquantième session et à ses sessions ultérieures est soumis à son approbation.

Les tableaux ci-après n'incluent pas les États parties qui ont été priés de soumettre un rapport dans un certain délai, faute de quoi le Comité entreprendrait d'examiner la situation des droits économiques, sociaux et culturels sur leur territoire, même en l'absence de rapport.

<i>Rapports initiaux</i>	<i>Cote</i>	<i>Reçu le</i>	<i>Attendu le</i>	<i>Examen prévu pour</i>
1. Djibouti (rapport initial et deuxième rapport périodique)	E/C.12/DJI/1-2	21 juil. 2010	30 juin 2009	
2. Gabon	E/C.12/GAB/1	26 oct. 2011	30 juin 1990	
3. Gambie	E/C.12/GMB/1	9 mai 2012	30 juin 1990	
4. Indonésie	E/C.12/IDN/1	20 janv. 2012	22 mai 2007	
5. Mauritanie	E/C.12/MRT/1	20 août 2009	30 juin 2007	Quarante-neuvième session, nov. 2012
6. Monténégro	E/C.12/MNE/1	26 déc. 2011	30 juin 2008	
7. Togo	E/C.12/TGO/1	26 janv. 2010	30 juin 1990	Cinquantième session, avril/mai 2013
8. République-Unie de Tanzanie (rapport initial à troisième rapport périodique)	E/C.12/TZA/1-3	25 août 2009	30 juin 1990 30 juin 1995 30 juin 2000	Quarante-neuvième session, nov. 2012
<i>Deuxièmes rapports périodiques</i>	<i>Cote</i>	<i>Reçu le</i>	<i>Attendu le</i>	<i>Examen prévu pour</i>
9. Albanie (deuxième et troisième rapports périodiques)	E/C.12/ALB/2-3	9 avril 2010	30 juin 2009 30 juin 2014	
10. Arménie	E/C.12/ARM/2	8 juil. 2011	30 juin 2000	
11. Bosnie-Herzégovine	E/C.12/BIH/2	9 août 2010	30 juin 2010	
12. Chine (deuxième rapport périodique)	E/C.12/CHN/2	30 juin 2010	30 juin 2010	
Hong Kong (troisième rapport périodique)	E/C.12/CHN-HKG/3			
Macao (deuxième rapport périodique)	E/C.12/CHN-MAC/2			

<i>Deuxièmes rapports périodiques</i>	<i>Cote</i>	<i>Reçu le</i>	<i>Attendu le</i>	<i>Examen prévu pour</i>
13. République tchèque	E/C.12/CZE/2	30 nov. 2010	30 juin 2007	
14. Iran (République islamique d')	E/C.12/IRN/2	3 nov. 2009	30 juin 1995	Cinquantième session, avril/mai 2013
15. Koweït	E/C.12/KWT/2	31 mars 2010	30 juin 2009	
16. Kirghizistan	E/C.12/KGZ/2-3	3 avril 2012	30 juin 2005 30 juin 2010	
17. Lituanie	E/C.12/LTU/2	1 <sup>er</sup> févr. 2010	30 juin 2009	
18. Monaco (deuxième et troisième rapports périodiques)	E/C.12/MCO/2-3	26 mai 2011	30 juin 2009	
19. Rwanda (deuxième à quatrième rapports périodiques)	E/C.12/RWA/2-4	20 janv. 2010	30 juin 1990 30 juin 1995 30 juin 2000	Cinquantième session, avril/mai 2013
20. Serbie	E/C.12/SRB/2	24 mars 2011	30 juin 2010	
21. Slovénie	E/C.12/SVN/2	22 juin 2011	30 juin 2010	
22. Tadjikistan (deuxième et troisième rapports périodiques)	E/C.12/TJK/2-3	22 sept. 2011	30 juin 2011	
23. Ouzbékistan	E/C.12/UZB/2	2 juill. 2010	30 juin 2010	
24. Viet Nam (deuxième à quatrième rapports périodiques)	E/C.12/VNM/2-4	15 sept. 2011	30 juin 1995 30 juin 2000 30 juin 2005	

<i>Troisièmes rapports périodiques</i>	<i>Cote</i>	<i>Reçu le</i>	<i>Attendu le</i>	<i>Examen prévu pour</i>
25. Azerbaïdjan	E/C.12/AZE/3	29 sept. 2009	30 juin 2009	Cinquantième session, avril/mai 2013
26. Équateur	E/C.12/ECU/3	8 sept. 2009	30 juin 2009	Quarante-neuvième session, nov. 2012
27. El Salvador (troisième à cinquième rapports périodiques)	E/C.12/SLV/3-5	5 janv. 2011	30 juin 2010	
28. Guatemala	E/C.12/GTM/3	16 déc. 2011	30 juin 2008	
29. Irlande	E/C.12/IRL/3	7 mai 2012	30 juin 2007	
30. Jamaïque (troisième et quatrième rapports périodiques)	E/C.12/JAM/3-4	6 janv. 2010	30 juin 2003 30 juin 2008	Cinquantième session, avril/mai 2013
31. Japon	E/C.12/JPN/3	22 déc. 2009	30 juin 2006	Cinquantième session, avril/mai 2013
32. Népal	E/C.12/NPL/3	12 juill. 2011	30 juin 2011	

<i>Troisièmes rapports périodiques</i>	<i>Cote</i>	<i>Reçu le</i>	<i>Attendu le</i>	<i>Examen prévu pour</i>
33. Roumanie (troisième à cinquième rapports périodiques)	E/C.12/ROU/3-5	15 nov. 2011	30 juin 1994 30 juin 1999 30 juin 2004	
34. Venezuela (République bolivarienne du)	E/C.12/VEN/3	29 mai 2012	30 juin 2006	

<i>Quatrièmes rapports périodiques</i>	<i>Cote</i>	<i>Reçu le</i>	<i>Attendu le</i>	<i>Examen prévu pour</i>
35. Autriche	E/C.12/AUT/4	28 juill. 2010	30 juin 2010	
36. Bélarus (quatrième à sixième rapports périodiques)	E/C.12/BLR/4-6	19 nov. 2010	30 juin 2009	
37. Belgique	E/C.12/BEL/4	9 juil. 2010	30 juin 2010	
38. Bulgarie (quatrième et cinquième rapports périodiques)	E/C.12/BGR/4-5	31 juil. 2009	30 juin 1999 30 juin 2004	Quarante-neuvième session, nov. 2012
39. Chili	E/C.12/CHL/4	21 mars 2012	30 juin 2009	
40. Islande	E/C.12/ISL/4	19 janv. 2010	30 juin 2008	Quarante-neuvième session, nov. 2012
41. Mongolie	E/C.12/MNG/4	22 févr. 2012	30 juin 2009	
42. Paraguay	E/C.12/PRY/4	6 oct. 2011	30 juin 2011	
43. Portugal	E/C.12/PRT/4	31 janv. 2011	30 juin 2005	

<i>Cinquièmes rapports périodiques</i>	<i>Cote</i>	<i>Reçu le</i>	<i>Attendu le</i>	<i>Examen prévu pour</i>
44. Danemark	E/C.12/DNK/5	25 janv. 2010	30 juin 2009	Cinquantième session, avril/mai 2013
45. Norvège	E/C.12/NOR/5	28 juin 2010	30 juin 2010	

<i>Sixièmes rapports périodiques</i>	<i>Cote</i>	<i>Reçu le</i>	<i>Attendu le</i>	<i>Examen prévu pour</i>
46. Finlande	E/C.12/FIN/6	15 juill. 2011	30 juin 2010	
47. Ukraine	E/C.12/UKR/6	21 juin 2011	30 juin 2011	

**b) Rapports soumis par les institutions spécialisées conformément à l'article 18 du Pacte**

Conformément à l'article 67 de son Règlement intérieur, le Comité a pour tâche d'examiner les rapports soumis par les institutions spécialisées en application de l'article 18 du Pacte.

En vertu de l'article 68 du Règlement intérieur, les représentants des institutions spécialisées intéressées peuvent faire des déclarations sur des questions liées au domaine de compétence de leur organisation. Le Secrétaire général a invité les institutions spécialisées, les organismes des Nations Unies et les institutions financières ci-après à se faire représenter aux séances du Comité: Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation mondiale de la santé (OMS), Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale et Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le Comité sera saisi, en temps voulu, de tout rapport reçu des institutions spécialisées en application de l'article 18 du Pacte.

## **7. Présentation de rapports par les États parties conformément aux articles 16 et 17 du Pacte**

Conformément au paragraphe 1 de l'article 59 de son Règlement intérieur, le Comité examine à chaque session la situation en ce qui concerne les rapports à soumettre en application des articles 16 et 17 du Pacte et peut formuler des recommandations appropriées dans son rapport au Conseil, y compris des recommandations tendant à ce que le Secrétaire général envoie des rappels aux États parties qui n'ont pas encore fait parvenir leurs rapports. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité sera saisi du document ci-après:

Note du Secrétaire général sur les États parties au Pacte et l'état de la présentation des rapports (E/C.12/49/2).

## **8. Formulation de suggestions et de recommandations de caractère général fondées sur l'examen des rapports soumis par les États parties au Pacte et par les institutions spécialisées**

Conformément à l'article 64 de son Règlement intérieur, le Comité voudra peut-être formuler des suggestions et des recommandations de caractère général fondées sur l'examen qu'il aura fait des rapports présentés par les États parties et des rapports présentés par les institutions spécialisées, afin d'aider le Conseil à s'acquitter de ses responsabilités, notamment celles qui découlent des articles 21 et 22 du Pacte. Le Comité jugera peut-être bon également de soumettre au Conseil, pour examen, des suggestions concernant les articles 19, 22 et 23 du Pacte.

## **9. Questions diverses**

À sa vingt et unième session (1999), le Comité a décidé d'inscrire à son ordre du jour un point permanent intitulé «Questions diverses», au titre duquel il pourrait examiner toute question sortant du champ des autres points permanents de l'ordre du jour.

## **Programme de travail provisoire de la quarante-neuvième session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (12-30 novembre 2012)**

### **Première semaine: 12-16 novembre 2012**

#### **Lundi 12 novembre**

1 <sup>re</sup> séance	(publique)	Point 1	Adoption de l'ordre du jour
		Point 2	Organisation des travaux
		Point 7	Présentation de rapports par les États parties conformément aux articles 16 et 17 du Pacte
	(privée)	Point 9	Questions diverses
2 <sup>e</sup> séance	(privée)	Point 5	Relations avec les organismes des Nations Unies et les autres organes conventionnels
		Point 3	Questions de fond concernant la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels: documents soumis par des ONG

#### **Mardi 13 novembre**

3 <sup>e</sup> séance	(publique)	Point 6	Examen des rapports: République-Unie de Tanzanie
4 <sup>e</sup> séance	(publique)	Point 6	Examen des rapports: République-Unie de Tanzanie ( <i>suite</i> )

#### **Mercredi 14 novembre**

5 <sup>e</sup> séance	(publique)	Point 6	Examen des rapports: République-Unie de Tanzanie ( <i>suite</i> )
6 <sup>e</sup> séance	(publique)	Point 6	Examen des rapports: Équateur

#### **Jeudi 15 novembre**

7 <sup>e</sup> séance	(publique)	Point 6	Examen des rapports: Équateur ( <i>suite</i> )
8 <sup>e</sup> séance	(publique)	Point 6	Examen des rapports: Mauritanie

#### **Vendredi 16 novembre**

9 <sup>e</sup> séance	(publique)	Point 6	Examen des rapports: Mauritanie ( <i>suite</i> )
10 <sup>e</sup> séance	(publique)	Point 6	Examen des rapports: Mauritanie ( <i>suite</i> )

## Deuxième semaine: 19-23 novembre 2012

### Lundi 19 novembre

11 <sup>e</sup> séance	(privée)	Point 5	Relations avec les organismes des Nations Unies et les autres organes conventionnels
12 <sup>e</sup> séance	(publique)	Point 3	Questions de fond concernant la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels: documents soumis par des ONG

### Mardi 20 novembre

13 <sup>e</sup> séance	(publique)	Point 6	Examen des rapports: Bulgarie
14 <sup>e</sup> séance	(publique)	Point 6	Examen des rapports: Bulgarie ( <i>suite</i> )

### Mercredi 21 novembre

15 <sup>e</sup> séance	(publique)	Point 6	Examen des rapports: Islande
16 <sup>e</sup> séance	(publique)	Point 6	Examen des rapports: Islande ( <i>suite</i> )

### Jeudi 22 novembre

17 <sup>e</sup> séance	(publique)	Point 6	Examen des rapports: Guinée équatoriale
18 <sup>e</sup> séance	(publique)	Point 6	Examen des rapports: Guinée équatoriale ( <i>suite</i> )

### Vendredi 23 novembre

19 <sup>e</sup> séance	(publique)	Point 6	Examen des rapports: République du Congo
20 <sup>e</sup> séance	(publique)	Point 6	Examen des rapports: République du Congo ( <i>suite</i> )

## Troisième semaine: 26-30 novembre 2012

### Lundi 26 novembre

21 <sup>e</sup> séance	(privée)	Point 3	Questions de fond concernant la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
22 <sup>e</sup> séance	(privée)	Point 6	Examen des rapports: adoption des observations finales

### Mardi 27 novembre

23 <sup>e</sup> séance	(privée)	Point 3	Questions de fond concernant la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
24 <sup>e</sup> séance	(privée)	Point 6	Examen des rapports: adoption des observations finales

**Mercredi 28 novembre**

25 <sup>e</sup> séance	(privée)	Point 3	Questions de fond concernant la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
26 <sup>e</sup> séance	(privée)	Point 3	Questions de fond concernant la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

**Jeudi 29 novembre**

27 <sup>e</sup> séance	(privée)	Point 6	Examen des rapports: adoption des observations finales
28 <sup>e</sup> séance	(privée)	Point 3	Questions de fond concernant la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

**Vendredi 30 novembre**

29 <sup>e</sup> séance	(privée)	Point 6	Examen des rapports: adoption des observations finales
		Point 3	Questions de fond concernant la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
		Point 4	Suite donnée à l'examen des rapports soumis conformément aux articles 16 et 17 du Pacte
		Point 8	Formulation de suggestions et de recommandations générales
		Point 9	Questions diverses
30 <sup>e</sup> séance	(privée)	Point 9	Questions diverses
	(publique)		Clôture de la session

---